

Évaluez, évaluez, il en restera toujours quelque chose

Avec la publication des nouveaux programmes, nous savons à quoi serviront vraiment les évaluations nationales : « Cette évaluation régulière du niveau des élèves constituera non seulement un instrument de comparaison des effets des différentes pratiques pédagogiques mais aussi un outil de mesure incontestable des résultats de l'école. » Un peu plus haut, on lit : « Le véritable moteur de la motivation des élèves réside dans l'estime de soi que donnent l'apprentissage maîtrisé et l'exercice réussi. » Voilà qui est simple et clair : les bons élèves sont bons, les mauvais sont mauvais. Ce qu'il y a de bien quand l'exercice devient une fin, c'est que l'évaluation peut servir à tout. Et, attention, on nous prévient à l'avance, les résultats seront « incontestables ». C'est vrai : à quoi serviraient-ils ces résultats si on pouvait les critiquer ? Les effets seront indiscutables, sûr, mais c'est leur cause, l'idéologie qui produit nouveaux programmes et évaluations que nous contestons.

Le ver est dans le fruit Au départ, on s'en souvient, les évaluations nationales sont tombées des cieux ministériels sur les CE2, les 6^{es} et les 2^{des}. Bon, au lycée, elles ont fait long feu, les professeurs n'en voulaient pas, le ministère n'a pas insisté. À l'école comme au collège, les enseignants se sont plus sentis obligés de mettre en place le dispositif et, peu à peu, se sont retrouvés à comparer ces chiffres d'une année sur l'autre, d'une équipe à l'autre. À condition de ne pas avoir peur de comparer une erreur de calcul et l'angoisse d'une épreuve chronométrée,



qu'est-ce que j'en sais. C'est ça, des mesures « incontestables ». Pourtant, n'est-ce pas, ces évaluations n'étaient que diagnostiques, elles étaient proposées pour guider l'enseignant dans la mise en place des apprentissages, des choses comme ça. Comparaison, classement, reconnaissance. Le ver est dans le fruit.

Une croyance Aujourd'hui, les évaluations nationales ne parlent plus d'aide à l'enseignant, ni même de pédagogie pour tout dire. Elles sont sommatives, elles jugent et classent. Elles permettent d'établir une « comparaison » qui trouve son sens dans la remise en cause de la carte scolaire. Elles sont la « mesure incontestable » qui justifierait une émulation entre équipes. L'émulation est une croyance. Elle est censée pousser collègues et élèves à « faire plus ». Dans les faits, elle ne fait que distinguer une élite en creusant les écarts. Elle fait de l'apprentissage comme de l'enseignement une performance, quelque chose à mesurer. Elle crée du quantitatif, du succès et de l'échec. Elle produit en même temps l'objet, l'apprentissage, et son évaluation. Ces choix d'émulation et d'évaluation sont la traduction d'une pensée politique qui affirme à la fois la nécessité de la concurrence et l'obsession du contrôle

par des mesures chiffrables. Monsieur le ministre répète sans se lasser « liberté pédagogique » pour ajouter immédiatement que l'évaluation en est la contre-partie.

Écoles ghettos Ainsi, les évaluations nationales seront un comparateur des écoles. Elles augmenteront les inégalités. (C'est peut-être un phrase toute faite, c'est surtout une phrase aux effets très concrets.)

Il y aura, très officiellement, les résultats seront publiés, de bonnes écoles avec de bons élèves et de bons...

Pour couper court aux accusations de créer des écoles ghettos, les évaluateurs ont inventé (en récupérant et pervertissant le travail des pédagogues, pour changer) un *indicateur* tout exprès : peu importe que vos élèves soient des cancre au départ, on va mesurer leurs progrès. Et le seul responsable des progrès de l'élève, c'est l'enseignant bien sûr. Si les élèves savent refaire juste à tous les coups, c'est que leur instituteur leur a montré comme il faut et les a bien entraînés. Les évaluations nationales évalueront tout à la fois les élèves, les enseignants, leurs méthodes et les écoles. Chapeau, du tout-en-un ! Autrement dit, la série de réformes n'a pas l'incohérence qu'on lui prête parfois. Ferez-vous partie d'une bonne école avec de bons élèves et de bons enseignants ?

Refuser Ces inégalités ne seront pas l'effet pervers d'une bonne volonté, elles sont voulues pour distinguer bons et mauvais ; elles visent à établir une élite « incontestable ». Quant aux autres, enfants et adultes, ils n'ont qu'à progresser. Voilà le choix qu'ont fait ceux qui écrivent que « le véritable moteur de la motivation des élèves », etc. À nous d'assumer nos choix, en refusant, déjà, de jouer le jeu des évaluations nationales.

Le niveau baisse

Les nouveaux programmes sont abondamment justifiés par les résultats « catastrophiques » de la France aux évaluations internationales PISA et PIRLS, « outils de mesure incontestables ».

L'incontestable est désopilant quand Darcos se réfère à PIRLS 2006 qui classe en 1^{re} place la Russie, alors que depuis 1990 son système éducatif se caractérise par une libéralisation sauvage, son extrême délabrement, une corruption généralisée et une accentuation des inégalités (voir www.unesco.org/iiep). Et en 35^e position sur 40 pays, on trouve la Norvège dont le système éducatif est considéré comme un modèle, à l'instar de la Finlande.

C'est encore plus fort pour PISA qui évalue la capacité d'élèves de 15 ans à exploiter des informations écrites dans les situations de la vie

quotidienne. D'abord, un tel échantillon peut, en France, représenter un mélange d'au moins 4 niveaux scolaires alors qu'en Finlande, par exemple, on ne redouble pas ! Notons déjà que réformer le primaire à partir du travail d'élèves de 15 ans, c'est fort de café.

Mais le meilleur est à venir : **ce que disent les résultats de PISA, c'est exactement le contraire de ce qu'affirme le ministre pour les élèves français !** Ce ne sont pas les fondamentaux qui leur manquent, ils réussissent mieux à prélever des informations ou à restituer des connaissances qu'à aborder des situations hors cadre scolaire, qui demandent d'argumenter : « Les points faibles des élèves français semblent résider dans la capacité à effectuer des généralisations et à prendre des initiatives sans se référer à un schéma connu. » (MEN-DEPP, 2007.)



CES TEXTES SONT EXTRAITS DU 4-PAGES SPÉCIAL NOUVEAUX PROGRAMMES ET ÉVALUATIONS PUBLIÉ PAR LE CAH. DEMANDEZ-LE !

COLLECTIF
ANTI-HIÉRARCHIE

<http://abasleschefs.org>
contact@abasleschefs.org

À lire de l'autre côté 
Un rapport scolaire en 2012
Les stages de vacances

Extraits du rapport annuel de juillet 2012 de l'unité de production scolaire n° 22/10

Rapporteur : **Xavier D.**, directeur général

[... Cette année, la baisse de productivité de 27 % correspond à l'arrivée de 2 nouveaux éléments dans l'équipe de semaine des CM2, Monsieur Z, et CE1, Madame Y...]

[... Pour sa défense, Madame Y a utilisé des arguments obsolètes tels que la présence d'enfants et de familles non-francophones, d'un enfant autiste, la progressivité dans l'apprentissage relative à chaque individu, le travail sur le sens, les difficultés sociales et familiales... Après cette longue énumération de gauchiste post-soixante-huitarde, elle n'a pas été capable de donner une explication rationnelle à l'échec de son secteur-classe aux évaluations nationales. Elle a même contesté l'objectivité des évaluations en arguant du caractère inique d'évaluer quantitativement des produits humains...]

[... Après l'étude des bilans et évaluations des secteurs de l'unité 22/10, le conseil d'administration a décidé de se séparer des 2 éléments pré-cités, Monsieur Z et Madame Y...]

Ainsi pourrait s'exprimer le futur directeur de l'EPEP (Établissement public d'enseignement primaire) ou l'inspecteur investi de ses nouveaux pouvoirs de gestion. Exit l'école, vive l'esprit d'entreprise !

Plus aucune nécessité de savoir comment l'enfant se situe dans l'apprentissage et quelles aides lui apporter... La statistique de productivité devient le seul critère. L'enfant disparaît, le chiffre le remplace. Tout est prêt pour la nouvelle école, version école d'élite.

Nous avons découvert l'an passé la structure, l'EPEP, avec à sa tête une autorité incontestable de la pédagogie : un gestionnaire chargé de refuser les mauvais élèves, de saquer les mauvais profs ou de distribuer les bons points aux bons profs.

Cette année, le CE 1 B n'a pas atteint ses objectifs...



Cette année est la deuxième étape de la transformation : les « nouveaux programmes » en forme d'outils à apprendre par cœur, la méthode d'évaluation nationale pour le gestionnaire, les primes que l'on distribue aux « bons enseignants » (ils appellent ça le salaire au mérite, traduisons-le par la prime à la productivité), le remaniement horaire et les heures sup pour les mauvais élèves comme pour les instits.

Gageons que l'an prochain, les réseaux d'aide disparaîtront, les financements des écoles seront soumis à résultats aux évaluations nationales...

Il est temps de stopper la machine. Sabotons leurs outils de gestion. Refusons les évaluations nationales.

La difficulté n'est plus au programme

La vision d'un enseignement de répétition, d'exercice et d'évaluation fait de l'apprentissage une question individuelle. On est très loin d'une construction des savoirs dans le groupe, de recherche et des questions de sens. Le temps de classe sert principalement à la répétition avant l'évaluation, les erreurs sont imputables à un manque d'entraînement, ceux qui « ratent » doivent refaire encore pour apprendre enfin (à défaut de comprendre un jour, histoire de caricaturer un brin) et il est bien entendu hors de question d'imposer cette redite à tous. Le traitement de la difficulté est alors nécessairement rejeté hors du groupe-classe. Et comme, au point où on en est, un poil de mépris ne fera que compléter l'ensemble, on rajoutera encore

de l'école à ceux qui ont le plus de mal avec l'école, pendant que les copains, ceux qui réussissent, iront s'amuser ailleurs. Jusqu'aux vacances qui serviront à « remettre à niveau » à coups d'encore et encore. L'institution associe explicitement échec et punition. Et au temps pour « l'estime de soi ».

Il existe, bien entendu, un argument social pour justifier les stages de vacances. Ne serait-il pas indigne de les réserver à ceux qui peuvent se les offrir auprès de boîtes privées ? Ah, ah, inutile en tout cas de vous en faire pour les très rentables entreprises de soutien scolaire, la suppression des deux heures à l'emploi du temps des élèves leur assure la fidélité de leurs meilleurs clients.

Plus sérieusement, affirmer le besoin de stages de vacances revient à accréditer l'idée que le temps de classe ne permet pas de résoudre les difficultés, qu'elles nécessitent un moment supplémentaire et extérieur. Que nous ne savons pas faire notre boulot.

À lire de l'autre côté



**Évaluations nationales
& nouveaux programmes**
Le ministre joue du pipeau



COLLECTIF ANTI-HIÉRARCHIE CHEZ :



SUD éducation
30 bis, rue des Boulets
Paris 11^e

OU :



CNT éducation
33, rue des Vignoles
Paris 20^e

<http://abasleschefs.org>
contact@abasleschefs.org

CES TEXTES SONT EXTRAITS DU 4-PAGES SPÉCIAL NOUVEAUX PROGRAMMES ET ÉVALUATIONS PUBLIÉ PAR LE CAH. DEMANDEZ-LE !